



Définition du style : TM 2:
Police :Gras, Ne pas vérifier
l'orthographe ou la grammaire,
Tout en majuscule,
Tabulations : 15,98 cm,
Droite,Points de suite : ...

Projet INTERREG SFAT.

Action 2: Etude Historique sur les politiques foncières menées à Madagascar et dans la région de Manjakandriana de 1896 à 1960

Madagascar du 4 au 9 août 2005

Nom des agents :

- S. RAZAFIARISON – Université d'Antananarivo
- T. RAKOTONANDRASANA – Université d'Antananarivo
- S. AUBERT - CIRAD



Mis en forme : Police :Bradley
Hand ITC, 18 pt, Gras

Sommaire

1. OBJECTIFS :	3
2. SYNTHESE	3
3. TABLEAU SYNTHETIQUE DES EVENEMENTS AYANT UNE IMPLICATION DIRECTE OU INDIRECTE SUR LES POLITIQUES FONCIERES A MADAGASCAR DE 1783 A NOS JOURS	5
ANNEXES	15
ANNEXE 1	16
MASSIOT(MICHEL), 1971, L'ADMINISTRATION PUBLIQUE A MADAGASCAR, BIBLIOTHEQUE AFRICAINE ET MALGACHE, LIBRAIRIE GENERALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE.....	16
ANNEXE 2	25
ARCHIVES NATIONALES TSARALALANA	25
DOSSIER 191 DU CABINET CIVIL.....	25
L'ATTRIBUTION DES TERRES A MADAGASCAR (1912).....	25
ANNEXE 3	26
NOTES RECONNAISSANCES EXPLORATIONS, 1ER SEMESTRE 1898.....	26
ANNEXE 4	27
SIX ANS DE POLITIQUES SOCIALES A MADAGASCAR.....	27
MARCEL OLIVIER, IMPRIMERIE MODERNE MONTROUGE, 1931, 273P.....	27
ANNEXE 5	29
ARCHIVES NATIONALES.....	29
NOTE CONFIDENTIELLE SUR LES PROCEDURES CADASTRALES 1952.....	29
ANNEXE 6	32
ARCHIVES NATIONALES.....	32
ETAT DES RECONNAISSANCES CADASTRALES EN 1952	32
ANNEXE 7	36
ARCHIVES NATIONALES.....	36
TAUX D'IMPOSITION EN 1948	36
ANNEXE 8	37
ARCHIVES NATIONALES.....	37
REUNION DE LA COMMISSION POUR DELIMITATION D'UN LOT CADASTRAL A MIADANANDRIANA	37
ANNEXE 7	40
FICHE METHODE « DEPOUILLEMENT D'ARCHIVES ».....	40

Mis en forme :
Tabulations :Pas à 15,98 cm

Code de champ modifié

Mis en forme : Petites majuscules

Mis en forme : Police :Non Gras

Code de champ modifié

Code de champ modifié

Mis en forme : Police :Non Gras

Mis en forme : Police :Non Gras

Mis en forme : Police :Non Gras

Code de champ modifié

Mis en forme : Police :Non Gras

Code de champ modifié

Mis en forme : Police :Non Gras

Mis en forme : Police :Non Gras

Mis en forme : Police :Non Gras

Mis en forme : Police :Non Gras

Mis en forme : Police :Non Gras

Mis en forme : Police :Non Gras

Mis en forme : Police :Non Gras

Mis en forme : Police :Non Gras

Mis en forme : Police :Non Gras

Mis en forme : Police :Non Gras

Code de champ modifié

Mis en forme : Police :Non Gras

Supprimé : ¶

Supprimé : 1.
OBJECTIFS : . 3¶
¶
2. SYNTHESE . 3¶
¶
3. TABLEAU SYNTHETIQUE DES EVENEMENTS AYANT UNE IMPLICATION DIRECTE OU INDIRECTE SUR LES POLITIQUES FONCIERES A MADAGASCAR DE 1783 ... [1]

1. Objectifs :

Répondre aux questions suivantes :

- Pourquoi y a-t-il eu une procédure cadastrale à Miadanandriana en 1935 ?
- Pourquoi la procédure a-t-elle été si longue ?
- Comment expliquer que la population ne se soit pas présentée en masse devant le tribunal terrier et comment expliquer les dires de la population mentionnant « la peur du Fanjakana » ?

Mis en forme : Justifié

2. Synthèse

La pacification

Au 18^e siècle, la province de Sisaony est l'une des premières concernée par l'entreprise d'unification du roi de l'Imerina. En effet, il est primordial pour la royauté merina de faciliter son commerce avec les Anglais et donc de pouvoir accéder aux ports de l'Est et de sécuriser les routes sur lesquelles transitent les marchandises.

La pacification implique l'envoi de soldats colons qui vont peupler la zone au sein des fiefs accordés aux nobles et grâce auxquels ces derniers peuvent tirer des moyens de subsistance, essentiellement constitués d'impôts fonciers (*hetra na isam-pangady*). Les Betsimisaraka pour lesquels Ambatomanga était jusqu'à présent la capitale sont alors repoussés vers l'Est.

Mis en forme : Police :Italique

Supprimé : L

Mis en forme : Exposant

Supprimé : Bezanozano

La mise en place de l'administration royale

Il s'ensuit une période où le premier Ministre (Rainilaiarivony), régisseur du royaume, va considérer le Vakiniadiana, province intégrée dans la zone directement administrée depuis la capitale, comme une région test pour la mise en place de l'administration royale. Ce choix repose d'une part sur la proximité de cette province stratégique, et d'autre part par l'envoi d'une population liée au clan *hova* auquel appartient également Rainilaiarivony. La maîtrise du foncier par l'administration centrale reste cependant une nécessité, dans un contexte où l'impôt foncier reste la première source de revenus des nobles et où les *hova* s'enrichissent avec le commerce. Radama II payera de sa vie le fait de n'avoir pas compris l'enjeu du patrimoine foncier en proposant le commerce aux étrangers.

Mis en forme : Police :Italique

Supprimé : en

Provocations répétées du gouvernement français à la royauté merina

Ceux-ci se montrent d'ailleurs de plus en plus vindicatifs. Les Français s'ingèrent dans les affaires du royaume et revendiquent leur souveraineté sur des portions de plus en plus importantes de territoires malgaches. Les régions côtières sont les premières concernées. Face à cette situation, le pouvoir Merina entend renforcer son administration par sa réorganisation [ANNEXE 1]. Les fonctionnaires se multiplient, notamment en Imerina. La population est de plus en plus encadrée. Le prélèvement de l'impôt s'intensifie afin de soutenir l'effort de guerre. Jusqu'en 1890, les Anglais soutenaient la monarchie merina dans ces entreprises pour promouvoir l'indirect rule à Madagascar. Cependant, face aux demandes répétées des Français, ils acceptent d'abandonner leur emprise sur Madagascar en échange du retrait des Français de Zanzibar.

Mis en forme : Police :Italique

Supprimé : Devant

Supprimé : la réticence du pouvoir merina, une alliance est enfin conclue entre les Anglais et les Français. En effet, j

Supprimé : car ils

Supprimé : entendaient

Supprimé :

Supprimé : avec la monarchie Merina

Supprimé : , mais

Supprimé : à cette date

Mis en forme : Police :Italique

La propriété privée stratégie coloniale

Madagascar devient une colonie française en 1896. Une des premières lois promulguées va concerner le statut des terres. La propriété foncière devient une rétribution des partisans au régime colonial. Des moyens très importants, dont des terrains de grande superficie, sont

donnés aux colons français [ANNEXE 2] chargés de l'exploitation des ressources naturelles et de la mise en valeur des terres. Cette politique doit permettre l'autonomie financière de la colonie et l'approvisionnement de la France en matières premières. Ce sont alors les côtes Est et Ouest de Madagascar qui sont considérées comme les zones les plus propices à l'établissement de ces grandes concessions. Parallèlement, dans les premières années de la colonie, l'administration entend s'allier les *hova* en les privilégiant également dans l'attribution de propriétés foncières de moindre importance [ANNEXE 3]. Pour ce faire les fiefs nobles institués par la royauté merina en Imerina sont morcelés et de ce fait, l'influence de la noblesse s'amointrit. Ces terres, à forte densité de population sont déjà largement exploitées et n'intéressent pas les colons français.

Supprimé : afin de

Vers plus de pragmatisme

Les grandes concessions productives se font cependant relativement rares et la majorité des colons français installés, ne disposant pas de moyens suffisants pour une mise en valeur effective, n'apportent pas les résultats escomptés. Il s'agit alors de mettre la population malgache à contribution. C'est dans cet esprit que sont institués les « Services de Main d'œuvre et de Travaux d'intérêt généraux ». Cependant cette mesure donne des résultats contraires à ceux escomptés : les campagnes se vident car la population fuit ces corvées. La terre apparaît alors à nouveau comme le meilleur moyen de fixer à nouveau les populations et donc de renflouer les caisses de la colonies grâce à la fiscalité. Le décret de 1929 va donc réformer le régime de l'immatriculation en instituant le cadastre indigène [ANNEXE 4]. Le district de Manjakandriana fait à nouveau figure de pionnier et c'est ainsi que les opérations cadastrales sont ouvertes dans la zone dans les années 30.

Mis en forme : Police :Italique

Mis en forme : Police :Italique

Fragilisation de la colonie

Avec la deuxième guerre mondiale, alors que la colonie se rallie au gouvernement de Vichy, les Anglais organisent le blocus de la grande île. Madagascar doit alors assurer son autosuffisance alimentaire. Des pouvoirs plus importants sont alors concédés aux chefs de districts chargés d'organiser la production des denrées agricoles et le recouvrement des recettes fiscales [ANNEXE 7]. Ils sont craints par la population qui hésite à se manifester lors du passage des tribunaux terriers qui, 10 ans après l'établissement des Procès collectifs de bornage, consacrent les droits de propriété reconnus à la population [ANNEXE 8]. C'est ainsi que de nombreux terrains, malgré une mise en valeur effective, se voient immatriculés au nom de l'Etat français, et deviennent de ce fait susceptibles d'être aliénés par les notables les plus instruits.

Mis en forme : Police :Italique

Supprimé : *Cependant, la multiplication des petites propriétés implique une mobilisation importante des agents de l'administration mobilisés dans les procédures d'immatriculation. Ceux-ci se trouvent rapidement surchargés et l'immatriculation effective des terres avance lentement [ANNEXE 5 & 6]. ¶*

Vers l'indépendance

Quoiqu'il en soit, la multiplication des petites propriétés implique une mobilisation importante des agents de l'administration mobilisés dans les procédures d'immatriculation. Ceux-ci se trouvent rapidement surchargés et l'immatriculation effective des terres avance lentement [ANNEXE 5 & 6], d'autant plus que l'administration des domaines est encore à l'époque une administration très centralisée sans représentations provinciales.

Mis en forme : Police :Italique

3. Tableau synthétique des événements ayant une implication directe ou indirecte sur les politiques foncières à Madagascar de 1783 à nos jours

<i>Midanandriana</i>	<i>Manjakandriana</i>	<i>Imerina</i>	<i>Madagascar</i>
PACIFICATION			
	<ul style="list-style-type: none"> - Des soldats colons sont envoyés dans la Province de Sisaony afin de conquérir la zone. Une noble, Rasendra, future épouse de Radama 1^{er} en fait son fief 	<ul style="list-style-type: none"> - 1783 : Andrianampoinimerina entreprend une unification pacifique du royaume <p>“Je vous rappelle, Merina, que le sol de ce pays m’appartient (ny tany ahy) ainsi que le pouvoir; je vais donc vous distribuer des terres, n’ayant ni assez de boeufs ni assez d’argent pour vous les donner. Vous vivrez sur les parcelles que je vous aurai assignées, mais la terre reste à moi, ainsi que l’autorité.”</p> <p>Des fiefs sont concédés, mais aucun sujet malgache n’accède à la propriété foncière.</p>	
	<ul style="list-style-type: none"> - A Ambatomanga, en 1820, la première école missionnaire est créée en dehors d’Antananarivo 	<ul style="list-style-type: none"> - 1816 : Traité avec les anglais qui fournissent du matériel militaire à Radama I pour achever la conquête de son père. <p>L’armée devient un rassemblement de fonctionnaires non payés qui se servent dans le butin récolté lors des expéditions militaires.</p>	
MISE EN PLACE DE L’ADMINISTRATION ROYALE			
	<ul style="list-style-type: none"> - Les fonctionnaires et soldats merina sont envoyés dans les zones périphériques des zones pacifiées (Betsileo, Antananarivo et certains ports) 	<ul style="list-style-type: none"> - 1828-1861 : Ranavalona I ; Rainilaiarivony 1^{er} Ministre 	

¹ Vakiniadiana est le nom donné à la province orientale merina.

	<p><i>pour développer des avant-postes. Ces gens cultivent la terre mise à leur disposition. Ce sont les voanjo (colons). Aussitôt, cette terre devient le patrimoine familial, tanindrazana.</i></p> <p><i>Constitution des grands domaines des grands hova et de certains andriana. Grâce à une armée de Dekà et d'esclaves, ces domaines sont plus ou moins exploités quoique la renommée de leurs propriétaires demeure intacte dans la mémoire des gens.</i></p> <p><i>- Le Vakiniadiana¹ est un fief de la noblesse merina dont les derniers dirigeants - dont la dernière reine - sont originaire de la zone. Certains d'entre eux feront partie des privilégiés du nouveau pouvoir.</i></p>		
		- 1861 : Radama II	- Les compagnies étrangères sont autorisées à acquérir des terrains contre une redevance de 10 % sur les éventuels "bénéfices" qui en seront tirés. Il envisage également d'annuler les corvées, d'arrêter les expéditions chez les peuples encore insoumis de la grande île, et d'abolir les douanes.
		1863 : Rasoherina Rainilaiarivony 1er Ministre	
		- 1871 : Ranavalona II Rainilaiarivony 1er Ministre	- La religion protestante devient religion d'État. - Tous les esclaves nés en dehors de Madagascar sont affranchis.

			<ul style="list-style-type: none"> - <i>Le Code des 101 articles régit l'Imerina.</i> - <i>Le Code des 118 articles de 1873 est un premier essai de codification applicable à l'ensemble du territoire de Madagascar. Il est appliqué à la réforme agraire dans la région Betsileo que l'on cherche à assimiler.</i>
PROVOCATION REPETEE DES FRANÇAIS ENVERS LA ROYAUTE MERINA			
		<ul style="list-style-type: none"> - <i>1880 : Une délégation française armée revendique la direction des affaires étrangères du royaume.</i> - <i>Arrêté de 1889 relatif à la promotion de la natalité chez la population merina, avec des dispositions foncières</i> 	<p><i>Durant dix ans, un résident français va s'ingérer dans la politique malgache, puis une nouvelle expédition militaire est mandatée et c'est la destitution de la monarchie.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>1881, "le code des 305 articles" régit théoriquement l'ensemble du territoire malgache</i> <p><i>Art. 85 : Les étrangers ne peuvent plus acquérir de terres</i></p> <p><i>Art. 86 : les parties étaient obligées, sous peine de nullité, de se présenter devant le gouverneur qui rédigeait, en présence de témoins, leurs conventions en matière foncière.</i></p> <p><i>Art. X : "les grandes forêts et les terres libres appartiennent à l'État. Les terres à Madagascar ne peuvent être vendues ou données en garantie à des capitaux étrangers, ou prêtées à qui que ce soit, sauf entre sujets du gouvernement de Madagascar"².</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>1890 : Entente entre les</i>

²RAKATOSIHANAKA P., L'espoir dans la terre, Ambatodrazaka, 1995

			français et les Anglais sur leur influence réciproque dans la zone de l'Océan Indien.
LA PROPRIETE PRIVEE STRATEGIE COLONIALE			
<p><i>Miadanandriana (et Manjakandriana) se trouve dans la province de l'Angavo-Mangoro-Alaotra</i></p>	<p><i>L'Imerina en général et le Vakiniadiana en particulier n'intéressent pas la grande colonisation et l'implantation des colons français dans la zone est particulièrement dépendante de l'ouverture du TCE. Dès lors, leurs activités tournent autour de l'exploitation de la ligne ainsi que du ravitaillement de Tananarive.</i></p> <p>- 1896</p> <p><i>- le prince Ramahatra devient gouverneur général de l'Avaradrano et mènera la pacification d'une zone qui ira de Manjakandriana à Tsiafahy ; une zone qu'il connaît car il en est originaire. A partir de 1904 et jusqu'à sa retraite en 1914, il sera gouverneur madinika de Manjakandriana</i></p> <p>- 1903 : Introduction de l'eucalyptus à Manjakandriana</p>	<ul style="list-style-type: none"> - 1895 : Laroche est nommé résident général aux côtés de la reine Ranavalona III qui reconnaît le protectorat de la France. - 1896 : Général Duschenes est nommé gouverneur Français et proclame l'annexion de Madagascar en tant que Colonie. <p><i>Certains dignitaires malgaches qui ont facilité la conquête restent en place et sont privilégiés dans l'attribution de leurs terres en Imerina (sous la royauté merina, régie par le droit féodal, ils n'en étaient pas propriétaires)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - 1898 : Ouverture de l'école Le Myre de Vilers (formation des auxiliaires de l'administration coloniale) <p><i>Les Merina sont privilégiés par l'administration coloniale non seulement en se faisant fonctionnaires mais encore en tant que planteurs, collecteurs et commerçants.</i></p> <p><i>Les procédés d'immatriculation sont peu pratiqués dans l'Imerina : rapport du cercle militaire de Manjakandriana en 1900</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Loi du 9 mars 1896 sur la propriété foncière : toutes les terres de la colonie sont présumées appartenir à l'Etat colonial quoique l'article 2 stipule que la terre utilisée par un paysan est la propriété légale de l'utilisateur. <p><i>Les malgaches sont alors régis par le code de l'indigénat et les français par le droit colonial.</i></p> <p>Galliéni, Gouverneur Général (1896-1905)</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'organisation territoriale de Madagascar comportait 22 provinces civiles, 6 cercles militaires et 2 districts autonomes. - Décret du 4 février 1911 qui consacre le régime de l'immatriculation foncière et institue les titres de propriétés enregistrés dans des livres fonciers concerne autant les indigènes que les colons français. - 1918 : les soldats indigènes rentrés du front (près de 30 000) bénéficient de certains avantages dont des dotations en terre. - 1919 : Une conférence économique recommande une réforme agraire reposant sur la

			<p><i>création de réserves indigènes excluant les concessions coloniales.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - 1920's : promotion de l'accèsion des malgaches à la citoyenneté française avec ce que cela leur procure comme avantage. <p><i>Le slogan des nationalistes porte sur la revendication de l'assimilation. Certains membres de la couche aisée de la capitale ont aussi obtenu des concessions de terre dans les régions côtières.</i></p> <p><i>Quelques rares Malgaches accèdent à la direction des affaires politiques du pays. Ils sont recrutés dans la bourgeoisie de Tananarive.</i></p>
VERS PLUS DE PRAGMATISME			
			<ul style="list-style-type: none"> - Olivier (Marcel), Gouverneur Général, il institue les régions à l'origine des actuelles provinces ainsi que le Service de Main d'œuvre et de Travail Général (SMOTIG : 48 heures/homme adulte/semaine) - décret du 28 septembre 1926 : L'État s'approprie l'ensemble des terres vacantes et sans maîtres. <p><i>Il paraît normal de sacrifier la forêt à l'industrie.</i></p> <p><i>Pour récompenser toute l'oligarchie coloniale (notables, journalistes, administrateurs...), l'État va distribuer des concessions forestières à tour de</i></p>

<p>- 1935 : Etablissement des Procès Collectifs de Bornage à Miadanandriana</p>			<p>bras.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le décret du 25 août 1929 ou décret du cadastre indigène introduit le cadastre à Madagascar. Cependant cette disposition cadastrale a du mal à prendre le dessus sur les lois et témoignages traditionnels - 1930's : Les malgaches sont assignés soit à l'impôt, soit aux corvées. Cependant une semaine de corvée (SMOTIG) par mois implique une absence effective sur les terres, et donc une entrave à l'appropriation foncière. - décret le 15 août 1934 modifiant celui de 1911 sur l'immatriculation
FRAGILISATION DE LA COLONISATION			
			<ul style="list-style-type: none"> - 1940 : De Saint Mart, Gouverneur général La colonie se range sous les ordres de Vichy - 1942 : L'occupation anglaise démontre la vulnérabilité des français à la population malgache ... - Décret du 9 novembre 1944 : La collectivité comme le fokonolona de la monarchie merina et celui de Gallièni a pour assise territoriale le

³ Archives nationales de Madagascar, Manjakandriana, Monographie, 1950, Renseignements politiques

⁴ Archives nationales de Madagascar, Manjakandriana, Monographie, 1950, Organisation administrative

<p>- 1945 – 1952 : Passage du tribunal terrier</p> <p>« Les familles nobles, les « Andriana » qui se rattachent aux castes royales et à l'aristocratie de l'ancien royaume hova se distinguent encore, mais sont actuellement très diluées dans les diverses couches de la population (fonctionnaires, commerçants, propriétaires).</p> <p>(...)</p> <p>- La princesse Razanebelo, petite nièce de la reine Ranaivalona III habite actuellement Merinarivo (canton de Miadanandriana) avec sa fille Razoary. Les deux princesses ont joué un rôle au camp des rebelles de Merinarivo lors des événements de 1947. Actuellement, elles vivent paisiblement dans leur village et font partie du Comité de Croix Rouge locale. Influence politique qui peut se révéler à la faveur d'événements comme ceux de 1947 plus d'ailleurs du fait du nom et de l'ascendance de la princesse que du fait de sa volonté propre ou de son caractère.</p> <p>- La princesse Ramahatra, veuve du prince de ce nom qui fut l'un des généraux de la reine Ranaivalona III, avant d'être Gouverneur madinika à</p>	<p>- 1947 : Renforcement de l'occupation militaire française suite aux mouvements nationalistes qui se manifestèrent beaucoup le long de la ligne TCE.</p> <p>Jusqu'au 31 Décembre 1949 le district de Manjakandriana comprenait 17 cantons groupés en 4 gouvernements dont 2 dépendaient du poste de contrôle d'Anjozorobe. Ce poste ayant été érigé en district le 1 janvier 1950, le district de Manjakandriana ne comprend plus actuellement que 11 cantons groupés en deux gouvernements dont celui de Miadanandriana avec 3 quartiers.⁴</p>		<p>village. Le village ne peut comprendre moins de 20 contribuables assujettis à l'impôt personnel et a l'obligation de mettre en culture les terrains dont les superficies minima sont fixées par le chef de district.</p> <p>- Boudry(Robert), Gouverneur général en 1947</p> <p>- 1947 : Les Merina et les Européens qui tombent dans l'Est entre les mains des rebelles sont exécutés et leurs maisons ainsi que leurs plantations brûlées. La répression s'intensifie.</p> <p>- De 1947 à 1951, l'effort porte surtout sur l'équipement de base afin de redresser une situation compromise par la 2^{de} guerre mondiale et localement aggravée par les troubles : outillages économiques (transports), production agricole, équipement social (enseignement, santé, urbanisme).</p>
---	--	--	--

<p><i>Ambohitrandriamanitra (mort en 1938) réside actuellement à Tananarive mais conserve des attaches dans le canton d'Ambohitrandriamanitra. Son influence politique est nulle. M. Bernard Rabefaniraka, conseiller provincial récemment élu, est un neveu de la princesse Ramahatra. »³</i></p>			
VERS L'INDEPENDANCE			
<ul style="list-style-type: none"> - 1953-1963 : Etablissement des matrices cadastrales 	<p><i>Il existe 5 Collectivités Autonomes Rurales (C.A.R) dans le District et le canton de Miadanandriana se trouve inclus dans la C.A.R d'Ambatomanga Est.</i></p> <p><i>A vérifier sur le terrain les identités des dirigeants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - président : Rainiketaka Jérôme - secrétaire : Randrianangaly Jean Philibert - trésorier : Ramarokoto I - conseil d'Administration : Raelisaona, Razafimbahiny, Rabarimanana, Rabarison, Ratsimandresy⁵ 		<ul style="list-style-type: none"> - 1950's : changement de statut de la colonie qui se dirige vers une certaine autonomie ; la loi-cadre n'est pas loin. Les efforts se portent sur les régions particulièrement intéressantes : Mahavavy, Sambirano, Nosy Be(cultures de rente), Alaotra-Côte Est (café, riz, girofle), développement du port de Tamatave... - 1956 : De Cheigné Gouverneur Général <p><i>La France change de politique et accorde une certaine autonomie à l'île.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Soucadaux(André), Haut-commissaire - 14 octobre 1958, Madagascar devient "la République malgache autonome dans le sein de la Communauté française". - 1960 Tsiranana <p><i>"Le domaine public comprend ceux des biens qui, soit par leur nature, soit par suite de la destination qu'ils ont reçu de</i></p>

⁵ Archives nationales de Madagascar, Manjakandriana, Monographie, 1957, Renseignements d'ordre économique

			<p><i>l'autorité, servent à l'usage, à la jouissance ou à la protection de tous et qui ne peuvent devenir en demeure de ce qu'ils sont, propriété privée</i>"⁶. <i>"Le domaine privé national s'entend de tous les biens et droits mobiliers et immobiliers qui sont susceptibles de propriété privée en raison de leur nature ou de la destination qui leur est donnée."</i>⁷</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1962 : Tous les malgaches âgés de 18 ans sont, chaque année, obligés de participer au "devoir de reboisement national". <p><i>L'administration est malgachisée (le nombre de fonctionnaires triple en 12 ans) 70% des exportations vers la France</i></p>
L'ETAPE SOCIALISTE			
			- 1971 : Général Ratmanansoa
			<ul style="list-style-type: none"> - 1973 : Ratsiraka : Etat socialiste progressiste non aligné <p><i>Malgachisation Les anciennes propriétés coloniales sont nationalisées L'Etat contrôle les 2/3 de l'économie malgache</i></p>
RETOUR AU LIBERALISME			
			<ul style="list-style-type: none"> - 1980 : Plan d'ajustement structurel du FMI - 1992 : Zafi - 1995 : Ratsiraka

⁶art 1 de l'Ordonnance 60 099 du 21/09/60

⁷Loi n° 60-004 du 15/02/60 sur le Domaine privé national modifiée par l'ordonnance n° 62-047 du 20 septembre 1962, art. 1.

INSTITUTION D'UNE REFORME FONCIERE			
			<ul style="list-style-type: none"> - 2002 : Ravalomanana M. - 2003 : Loi permettant l'institution de nouvelles procédures foncières - 2005 : Lois sur le statut juridique des terres à Madagascar introduisant les services domaniaux communaux

ANNEXES

ANNEXE 1

MASSIOT(Michel), 1971, L'ADMINISTRATION PUBLIQUE A MADAGASCAR, Bibliothèque Africaine et Malgache, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence

Supprimé : ¶

Supprimé : ¶
¶

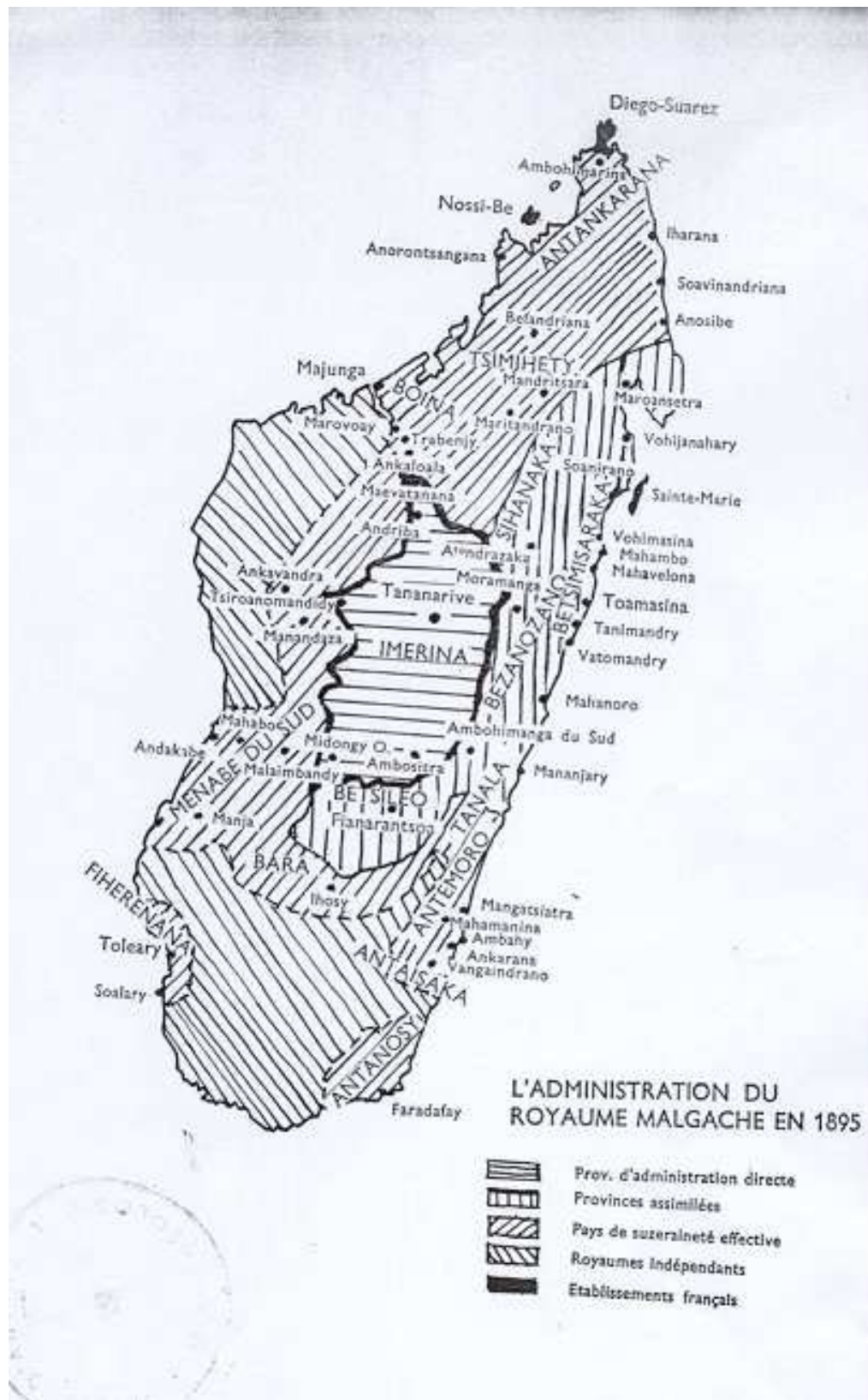
Mis en forme : Police :12 pt

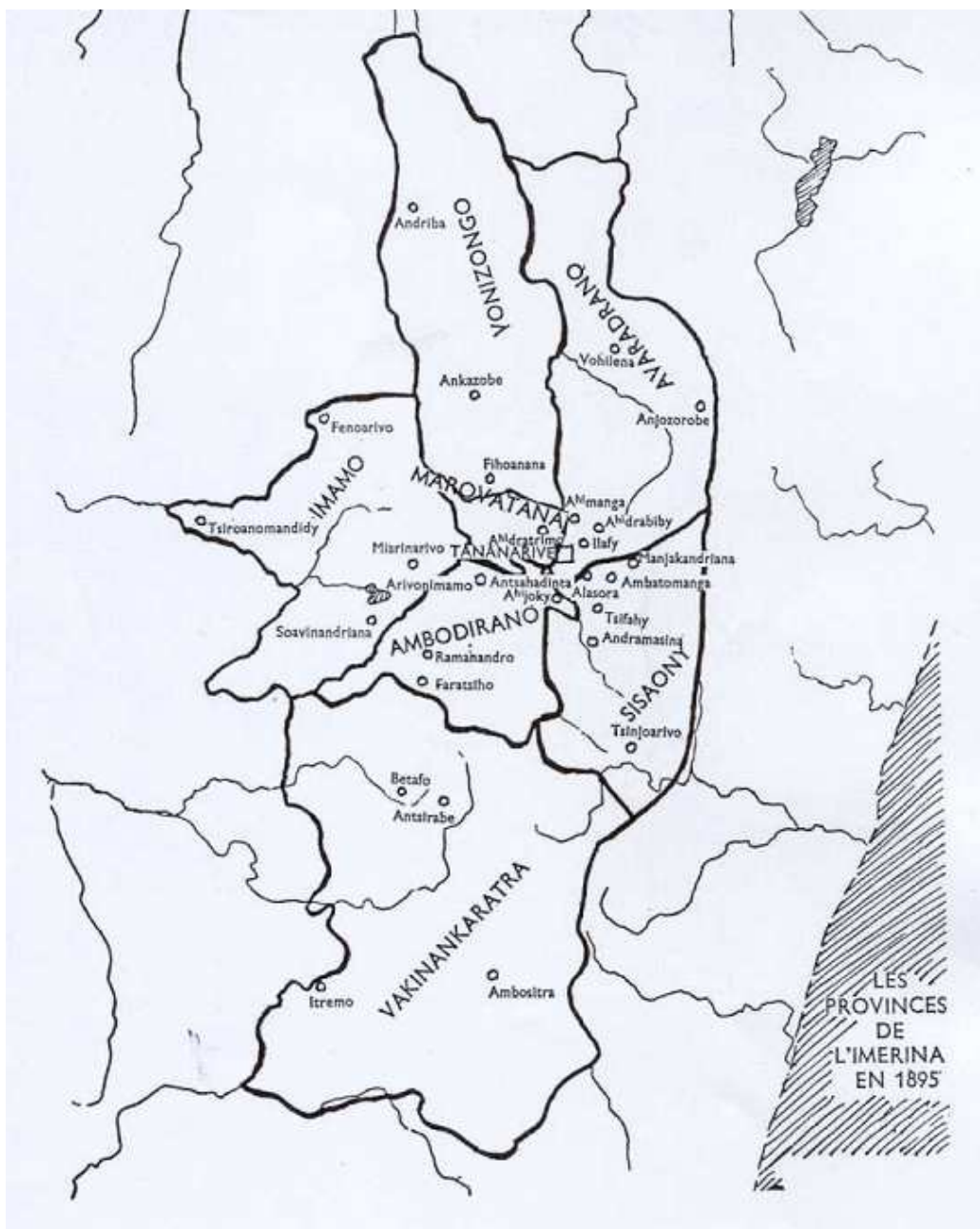
Mis en forme : Titre 2

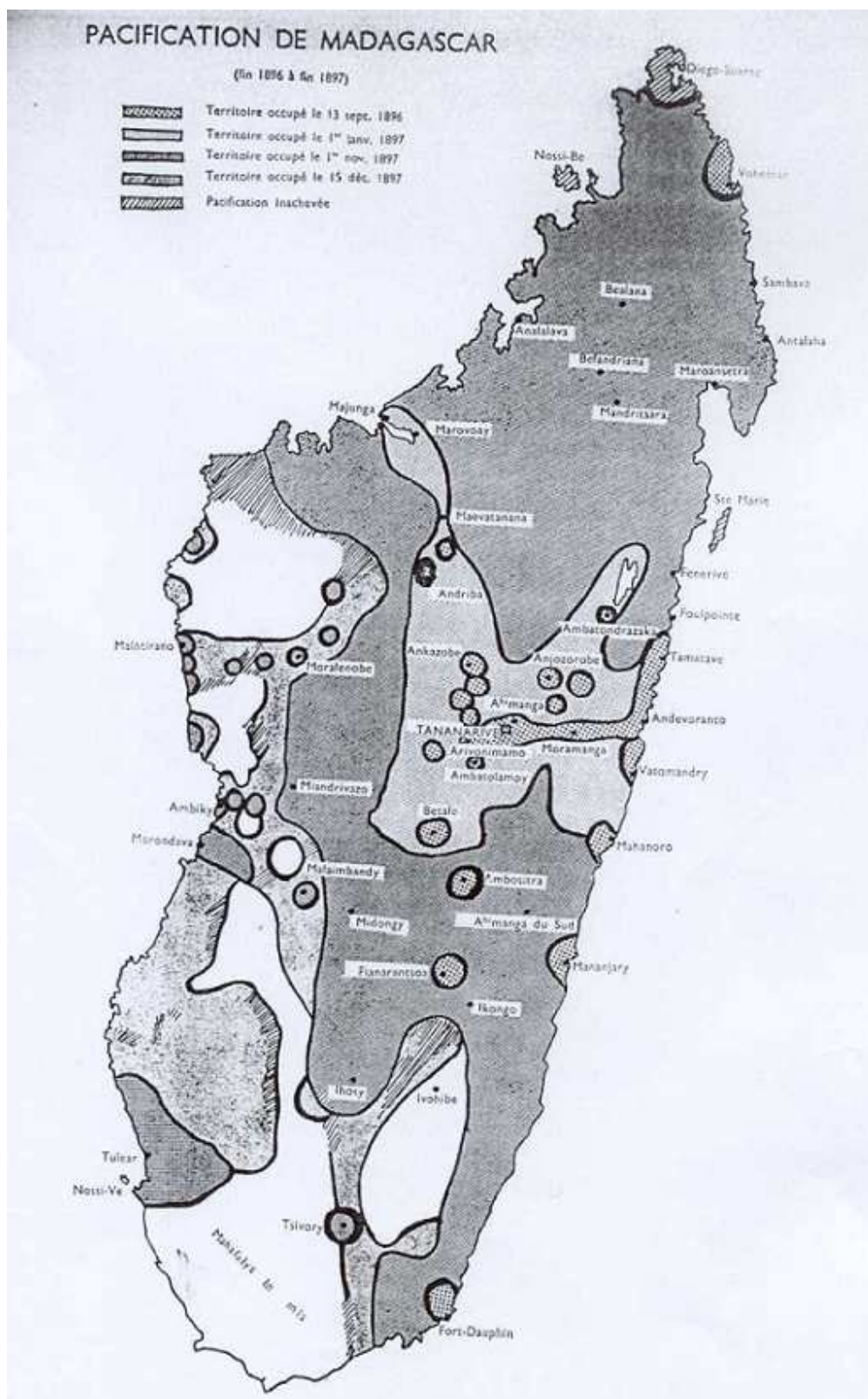
« L'Imerina était divisée traditionnellement en six provinces confiés à des Gouverneurs (...). Ces Gouverneurs portaient le titre de Komandy ». Miadanandriana se trouve dans la province du Sisaony dont la capitale était Ambatomanga. « Ces Gouverneurs étaient assistés par les Andriambaventy choisis dans les grandes familles, pour procéder aux enquêtes judiciaires et remplir les fonctions d'assesseurs auprès des tribunaux (...). Ils étaient représentés dans les cantons par les Gouverneurs madinika (...) percepteurs, officiers d'état-civil, notaires et officiers de police judiciaire »

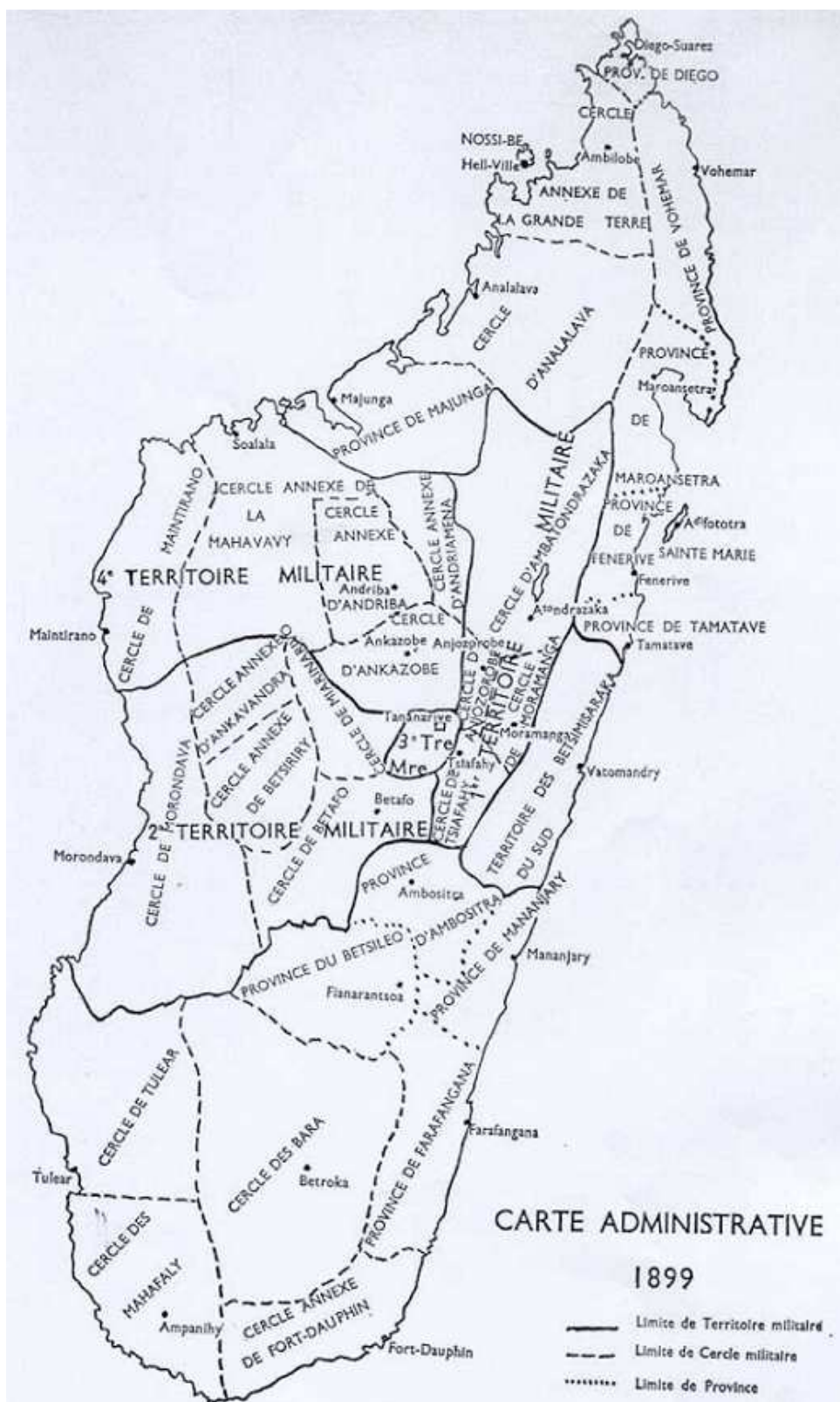
« En Imerina, c'est le *système de la délégation d'autorité* (...). Galliéni s'était efforcé de rétablir les anciennes circonscriptions administratives de la monarchie merina (...) et rétablit la hiérarchie complète de l'administration indigène, tout en réorganisant les corps de fonctionnaires et en leur donnant une rétribution équitable » (p .141)

« La constitution des cadres malgaches (...) comportait au sommet des Gouverneurs généraux, devenus des Gouverneurs principaux lorsque Galliéni fut nommé Gouverneur Général, pour éviter toute confusion de termes. Ces fonctions furent remplies notamment par Rasanjy et par le prince Ramahatra » (p.126)





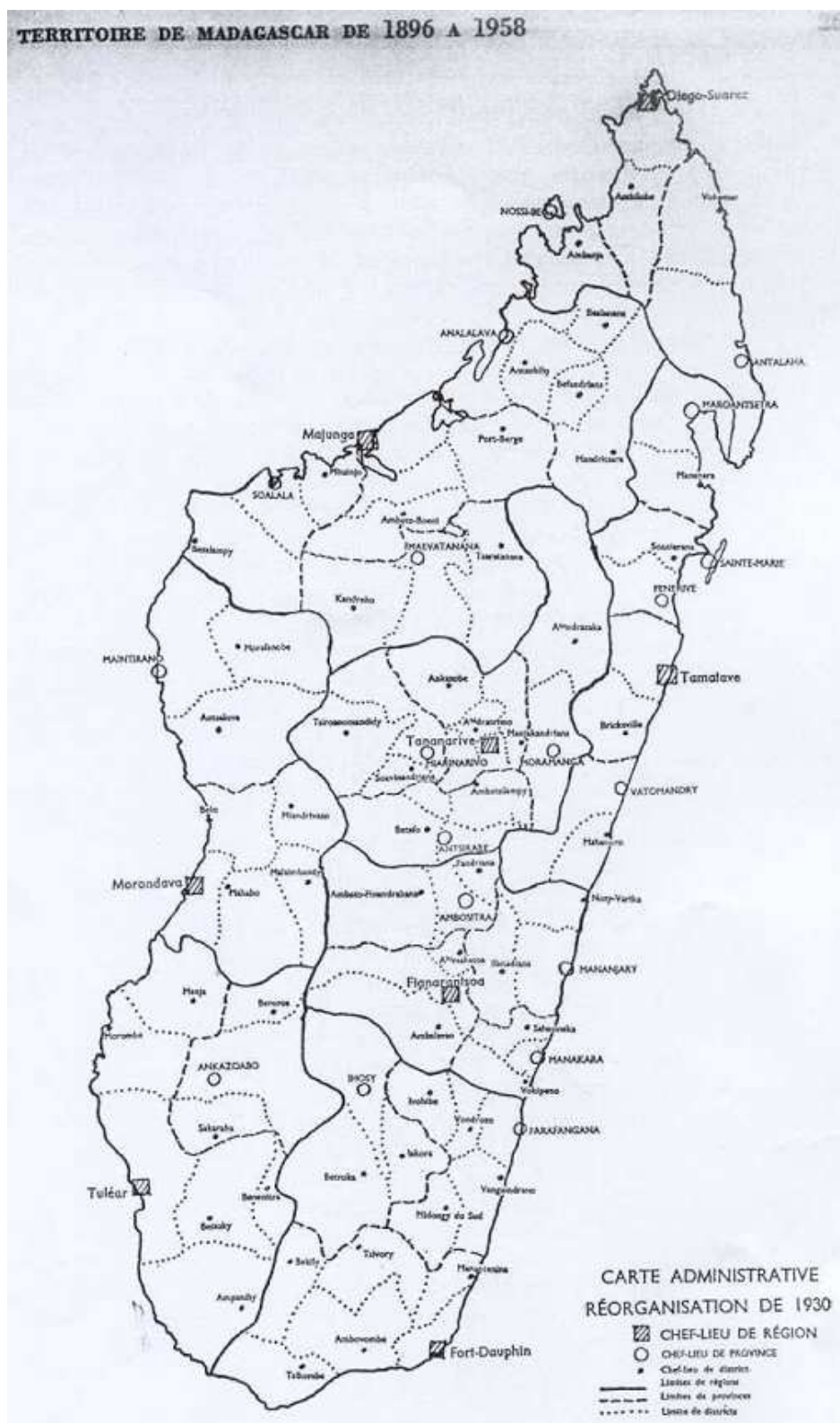












ANNEXE 2

ARCHIVES NATIONALES TSARALALANA

DOSSIER 191 du Cabinet Civil

L'ATTRIBUTION DES TERRES A MADAGASCAR (1912)

Comment obtenir la terre à Madagascar

Les terres domaniales peuvent faire l'objet de concession de toutes natures autorisées par le droit commun. Elles sont attribuées notamment :

- a) a titre onéreux, par voie de vente, bail ordinaire ou emphytéotique, ces derniers envisagés spécialement en vue de l'élevage ;
- b) a titre gratuit, par voie de concession.

Dans ce dernier cas, elles sont réservées aux Français (citoyens ou sujet) dans les limites à cent hectares par personne

Dans tous les cas, les terres domaniales ne peuvent être attribuées qu'aux personnes ou collectivités, justifiant de moyens suffisants pour leur mise en valeur rationnelle.

(...) Obligations imposées aux bénéficiaires de ventes, baux ou concessions après délivrance de titre

1) commencement d'exploitation

L'emphytéote, le concessionnaire et l'acquéreur sont tenus de former sur leur lot un commencement d'exploitation ou d'établissement dans un délai de six mois à compter de la notification

2) Immatriculation

Les mêmes contractants doivent, dans un délai d'un an au maximum de la notification, requérir, à leurs frais, l'immatriculation du terrain attribué ou le morcellement de la parcelle distraite, si celle-ci constitue une portion d'un terrain déjà immatriculé

3) Mise en valeur

Ces bénéficiaires sont assujettis, enfin, à justifier d'une mise en valeur (constructions, installations de bétails, outillages, plantations, ect...) en rapport avec l'étendu du lot

A l'égard des concessions et de ventes, la mise en valeur doit être achevée dans les délais ci-après :

* terrains urbains : Quelle que soit leur superficie.....3 ans

* terrains ruraux :

- d'une superficie égale ou inférieure à 100 Ha.....3 ans
- entre 101 et 250 Ha.....4 ans
- entre 251 et 500 Ha5 ans
- entre 501 et 1 000 Ha6 ans
- entre 2 001 et 5 000 Ha8 ans
- entre 5 001 et 10 000 Ha9 ans

Pour les superficies supérieures à 10 000 Ha, le délai est fixé par le décret de la concession

(...) Les deux parties de l'île le mieux appropriées à la colonisation sont :

- 1) la côte Est (ressort des bureaux domaniaux de Diego Suarez, Antalaha, Tamatave, Mananjary et Fianarantsoa)
- 2) la côte ouest (ressort des bureaux domaniaux de Diego Suarez, Majunga, Morondava et Tuléar)

(...) quant aux Hauts- plateaux (ressort des bureaux de domaine de Tana et Fianarantsoa (...)) la densité de la population indigène dans les zones fertiles et facilement accessible ses aptitudes industrielles

Supprimé : ¶

Supprimé : ¶
¶

Supprimé : ¶

Mis en forme : Police :12 pt,
Non Gras

Mis en forme : Titre 2

Mis en forme : Police : (Par défaut) Times New Roman, 12 pt, Non Gras, Non Italique, Tout en majuscule

Supprimé : ¶

Mis en forme : Police :12 pt

Supprimé : ¶

Supprimé : R

ANNEXE 3

ARCHIVES NATIONALES

Notes reconnaissances explorations, 1er semestre 1898

Au début de la colonisation, la région de Manjakandriana se trouvait incluse dans le Cercle de Tsiarahy et la Deuxième région militaire qui comprenait aussi Andramasina, Mantasoa et Tsinjoarivo.(p.259 carte).

« En un mot, c'est la race hova qui est la race supérieure de Madagascar, celle qui, par ses instincts commerciaux, ses besoins de bien-être et son amour du gain ses aptitudes au travail est appelée à se répandre de plus en plus dans l'île entière, à absorber les autres peuplades et à donner à nos colons des auxiliaires intelligents et disciplinés, si nous savons les intéresser à nos entreprises et si nous prenons, dès maintenant, toutes les mesures nécessaires pour encourager le développement de cette population ».

Le Journal Officiel de la Colonie du 23 Juin publie des instructions du Gouverneur Général de la Colonie pour amener à l'accroissement de la population en Emyrne et favoriser l'extension de la race hova dans la Colonie (p.809) « La loi foncière du 9 mars 1896 reconnaissant en principe aux indigènes la propriété des terres qu'ils ont cultivées, il suffira de mettre les intéressés en possession de lots de terrain à défricher. L'appropriation faite par leurs soins leur constituera un titre valable » (p814).

Ces instructions du Gouverneur Général sont en quelque sorte les considérants de l'arrêté de 1889, édictant diverses mesures en vue de favoriser l'accroissement de la population en Imerina et dont voici la teneur :

« B. Mesures administratives et fiscales

Art. V - Il sera accordé aux indigènes non propriétaires ou dont la propriété est insuffisante pour subvenir à l'entretien d'une famille des concessions de terre, dans des proportions et dans des conditions que déterminera chaque année le Gouverneur Général. Les dits concessionnaires deviendront définitivement propriétaires au bout de trois ans d'occupation et de cultures effectives. (p.819)

Art.VII -L'instruction sera donnée aux frais de la Colonie, ou un emploi dans une administration publique sera accordé à l'un des enfants de toute famille composée de sept enfants vivants. »

Notes reconnaissances explorations, 1er semestre 1898 Bulletin mensuel (30 juin)

Supprimé : ¶

Mis en forme

Supprimé : ¶

Mis en forme : Police :12 pt,
Non Gras

Supprimé : ¶

Mis en forme : Police :12 pt

Mis en forme : Titre 2

ANNEXE 4

SIX ANS DE POLITIQUES SOCIALES A MADAGASCAR

MARCEL OLIVIER, *Imprimerie Moderne Montrouge, 1931, 273p*

Supprimé : ¶

Supprimé : ¶

Mis en forme : Police : 12 pt

Supprimé : ¶

Mis en forme : Titre 2

Le régime foncier de la Grande île avant 1924

(...) Il tenait, tout entier, de la loi locale du 9 Mars 1896, édictée par la reine Ranavalona, sous l'impulsion de M.H Laroche, résidant général.

Cette loi, inspirée du célèbre *Torrens Act*, posait en principe que, dans l'avenir, la propriété des terres ne serait reconnue qu'après une décision judiciaire d'immatriculation. Mais pour respecter les situations acquises, elle accordait aux indigènes un droit de propriété sur les terrains bâtis ou cultivés par eux, au jour de sa promulgation.

(...) Par ailleurs, les indigènes négligèrent, d'une manière générale, de recourir à l'immatriculation et ne firent valoir leurs droits que par la voie de l'opposition, lorsqu'ils s'estimaient lésés par l'octroi d'une concession à la colonisation européenne.

(...) En résumé, la législation foncière de Madagascar datant du lendemain de la conquête, ne répondait plus à l'activité économique de la colonie qui la débordait de toutes parts et se heurtait constamment à des prescriptions surannées, à des dispositions compliquées ou imprécises. Sa révision s'imposait dans l'intérêt de la colonisation européenne, aussi bien que dans celui de l'élément indigène dont les droits respectifs, mal définis, se trouvaient trop souvent opposés les uns aux autres, aux détriments de l'ordre et de l'intérêt publics.

Ce fut l'œuvre du décret de 28 Sept 1926 et d'une série d'arrêtés d'application, publiés le 12 Août 1927 au journal officiel de Madagascar.

Le nouveau régime

(...) il convient de souligner que le décret de 1926 n'a pas aboli la loi de 1896, qui demeure à Madagascar le fondement de la propriété individuelle indigène. Pour supprimer les abus auxquelles elles avaient donné lieu, il eut été, certes, très facile d'en supprimer la cause en se basant sur la prescription trentenaire des droits.

(...) C'est pourquoi, l'art 29 du décret, après avoir posé, en règle générale, que l'Etat est présumé propriétaire de tous les terrains non bâtis, ni enclos, ni immatriculés, ni concédés au jour promulgation du décret ajoute que « cette présomption pourra être combattue par la preuve contraire établissant, en ce qui concerne notamment les indigènes, que leur droit de propriété est antérieur à la loi de 9 Mars 1896 »

« L'accès des indigènes à la propriété individuelle »

Le moment est donc venu, pour la grande île, de faire un nouveau pas vers la propriété individuelle, base de toute organisation sociale au pays civilisé.

(...) le décret de 1926 apportait, dans ce sens, au paysans malgaches, se trouvaient quelques peu atténués du fait que ce texte maintenait à la base du droit de propriété, la procédure de l'immatriculation telle qu'elle avait été définie par la loi de 1896 et par un décret de 1911, inspirés tous deux du *Torrens Act*.

Le système du *Torrens Act* a donné l'excellent résultat au Canada, en Australie et en général dans toutes les colonies de peuplement, où l'on travaillait sur une table rase.

(...) l'immatriculation foncière devient un acte politique

(...) comment s'étonner, dans ces conditions, que la procédure d'immatriculation soit restée lettre morte pour les indigènes ?

De cette carence véritable, on a pu d'ailleurs être accommodé sans trop de mal, à Madagascar, tant que la législation en vigueur ne s'est pas spécialement souciée de délimiter les droits fonciers des habitants de la colonie.

(...) Dès lors, afin de le rendre pratiquement réalisable, il convenait de substituer au *Torrens Act* une procédure nouvelle, assez souple pour n'exiger point une trop grande dépense de personnel, assez simple pour inspirer confiance aux indigènes, assez précise pour qu'en ne risquât, vis-à-vis des colons européens, de retomber dans les erreurs et les abus issus de la loi de 1896.

Création de cadastre indigène

(...) Je fus amené à envisager, ont fait objet du décret du 29 août 1929, qui crée précisément en marge du décret de 1926 et du décret de 1911 sur l'immatriculation, cette procédure nouvelle de constatation des droits fonciers indigènes.

(....) en prescrivant des opérations d'ensembles pour une région déterminée, le nouveau texte a mis fin à ces chassés-croisés, onéreux pour le budget et qui absorbait le plus clair de l'activité d'un personnel déjà réduit

La protection du bien de famille

Art 19 du décret de 1929, spécifique : demeurent insaisissables et inaliénables pendant une période de trente ans, les propriétés inscrites à la matrice foncière. J'ai voulu, par là, mettre le bien familial à l'abri de la spéculation et de l'accaparement.

(...) il y trouvera tout d'abord un intérêt matériel. Seule, en effet, la propriété individuelle généralisée peut permettre d'établir à Madagascar comme dans nos autres colonies, une fiscalité saine et équitable, en remplacement de la taxe de capitation qui fournissait aujourd'hui le gros des impôts indigènes et qui atteint au même degré le pauvre et le riche.

(...) un statut économique nouveau se développera dans nos colonies, qui tendra de plus en plus de se rapprocher de nôtre.

ANNEXE 5

ARCHIVES NATIONALES

Mis en forme : Police : (Par défaut) Times New Roman, 12 pt, Non Gras, Non Italique

Note confidentielle sur les procédures cadastrales 1952

1
1

HAUT COMMISSARIAT
de la
REPUBLIQUE FRANCAISE
à
MADAGASCAR
DEPENDANCES

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté- Egalité - Fraternité

Tananarive, le 4 Novembre 1952

HAUT COMMISSARIAT GENERAL
Service d'Etudes

L'INSPECTEUR GENERAL DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
HAUT COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE
à MADAGASCAR ET DEPENDANCES,

46-33/E
OBJET: à Messieurs les Chefs de Province
Attribution des terres
domaniales

TANANARIVE - FIANARANTSOA - TAMATAVE
TAJURA - TULEAR -

CONFIDENTIEL

Au cours de ces dernières années, et en vue de hâter la procédure domaniale dont les retards ont fait l'objet de critiques, la réglementation a été modifiée pour vous conférer le pouvoir d'attribuer les terres jusqu'à deux cents hectares en ce qui concerne les terrains ruraux et 1.000 m2 pour les terrains urbains. A la faveur des résultats obtenus il n'est apparu opportun d'accentuer encore la déconcentration. En même temps qu'interviendra la réorganisation du Service des Domaines portant notamment création de services provinciaux, vous serez prochainement investi des pouvoirs délégués les plus larges, cette délégation ayant seulement pour limite le domaine d'intervention du Conseil du Gouvernement ou de l'Assemblée Représentative.

Mais il importe d'observer que les lenteurs critiquées ne se situent pas seulement dans la phase finale d'attribution mais, le plus souvent, au stade intermédiaire et surtout à l'occasion de la procédure de reconnaissance.

Celle-ci est essentielle car, selon l'article 75 du décret domanial du 28 Septembre 1926, les terrains accordés après l'accomplissement régulier des formalités qu'elle implique, sont purgés de toutes les revendications qui ne se seraient pas fait jour dans les délais où elle s'exerce.

Il est donc juste que ce même décret prescrive, afin que puissent être invoquées les oppositions éventuelles, un délai de trois mois entre la date de l'affichage de la demande de concession et la clôture du procès-verbal de reconnaissance.

Mais en fait l'intervalle entre ces deux étapes de la procédure est bien supérieur à trois mois. Les dossiers domaniaux tardent à être instruits dans les bureaux des districts et souvent sans justification valable. Car le Chef de District n'est pas seul habilité à procéder à la reconnaissance. Avec lui le Délégué des Domaines (généralement son Adjoint), tout agent de la Direction des Domaines ou du Service de l'Agriculture peuvent l'effectuer. En outre le décret du 28 Septembre 1926 (art.75) précise que "tout agent de l'Administration, dans les conditions fixées par le Gouverneur Général procède à la reconnaissance". Il vous appartient donc, notamment pour les circonscriptions administratives où les demandes sont trop nombreuses, de déléguer les...

- 2 -

... les agents (d'Administration générale, des Services des Forêts, de l'Élevage, des Travaux Publics etc...) qui vous paraîtraient aptes à liquider de façon satisfaisante les opérations de reconnaissance en retard.

Je remarque au surplus que, bien souvent après la reconnaissance, les dossiers doivent être adressés successivement, pour avis, aux services Techniques (Agriculture, Forêts, Élevage, Travaux Publics). Or dans de nombreux cas la reconnaissance peut être effectuée en présence des représentants locaux de ces services. Cela évitera ultérieurement des correspondances et des pertes de temps. Je vous prie d'appeler, sur ce point, l'attention des Chefs de Circonscription autonome et de District.

Les lenteurs de procédure encouragent, sans les justifier cependant, les occupations sans titre qui, vous le savez, conduisent parfois à des situations délicates qu'il importe d'éviter.

Je vous prie, à cet égard, de recommander aux Chefs de District, d'intervenir opportunément dans de telles circonstances, c'est-à-dire non comme ils le font trop souvent lorsque la situation de fait est déjà acquise, mais tout au début de l'irrégularité. Le Chef de District doit préciser par lettre à l'intéressé les termes de l'arrêté du 20 Août 1938 n'admettant aucune occupation sans titre sous quelque forme et pour quelque raison que ce soit. Il soulignera la précarité d'une installation irrégulière et l'obligation d'y mettre fin. Mais une attitude de fermeté devra trouver toute sa justification dans une accélération de la procédure qui, lorsqu'elle est conduite avec diligence, peut aboutir en moins de six mois.

Sans doute, dans certaines circonstances et notamment lorsque la multiplication des demandes dans une même région est susceptible de porter atteinte aux besoins légitimes des populations autochtones, l'on conçoit des retards d'attribution. La prise en considération des demandes doit, en effet, être différée jusqu'à la solution d'ensemble du problème que pose la répartition équitable entre la Colonisation et le Paysannat autochtone des terres cultivables de la région considérée.

À cet égard la transformation prochaine en organismes provinciaux des circonscriptions domaniales et topographiques va vous permettre, dans des cas exceptionnels, d'intervenir immédiatement pour que soient opérées, dans les délais les plus brefs, les délimitations qui s'imposent.

Au demeurant, et sans attendre d'agir sous la pression des circonstances, il serait opportun de poursuivre, dans les régions où cela apparaît possible, la délimitation des périmètres de colonisation.

Il n'y a pas en effet d'autre moyen de déterminer en toute équité la part du Domaine qui est nécessaire aux besoins des populations autochtones et celle qui peut-être attribuée à une colonisation sans laquelle de vastes étendues demeureraient indéfiniment incultes.

Il convient au surplus de limiter la tendance selon laquelle la présomption de domanialité des terres vacantes et sans maître se transforme en présomption de propriété autochtone. Il importe là, où il est nécessaire, de clarifier la situation par l'immatriculation et le bornage qui mettent fin à toute contestation.

Enfin ...

- 3 -

... Enfin l'attribution à la colonisation des terrains préalablement imma-
triculés réduit au minimum les délais de procédure.

Je précise qu'il ne s'agit pas à mes yeux de délimiter sur carte de
vastes espaces - qui risquent le plus souvent d'être stériles - mais de dé-
finir dans les régions appropriées et en fonction de cultures déterminées
des zones fertiles de surfaces très variables susceptibles d'être ultérieu-
rement loties. Je vous prie de rechercher, du point de vue politique et éco-
nomique, les régions où pourraient utilement se situer ces nouveaux périmè-
tres. Pour chacune d'elles une enquête préliminaire qui comprendrait nécessai-
rement une étude des sols dégrossirait le problème et serait éventuellement
suivie des travaux de la commission de délimitation réunie sous les formes
réglementaires. (1)

J'ai cru devoir appeler à nouveau votre attention sur l'importance d'une
question qui a déjà défrayé bien des commentaires et dont le véritable aspect
contraste singulièrement avec l'insignifiante apparence des dossiers domo-
niaux dans lesquels elle s'inscrit. Il est nécessaire d'en convaincre les
Chefs de District et leurs collaborateurs. Dans l'état actuel d'une réglemen-
tation qui a été dépouillé des dispositions génératrices de lenteurs - et
s'il en est encore qui vous apparaissent je vous engage à m'en faire part.
Le déroulement normal de la procédure dépend avant tout de la diligence et
de la bonne volonté des fonctionnaires qui en sont chargés.

Je vous prie de veiller personnellement à ce que les affaires domaniales
soient réglées à tous les échelons dans l'exacte notion de la valeur des in-
térêts qui s'y attachent et avec un réel souci d'efficacité. Vous voudrez bien
me faire part, dès que possible, des dispositions que vous aurez prises en
vue de l'application des présentes instructions.

Pour le Haut Commissaire
et par délégation
Le Gouverneur de la F.O.M.
Secrétaire Général
Signé: Félix MARTIN.

POUR COPIE COLLECTEE

(1) art. 53 à 59 du décret domanial du 28 Septembre 1926
art. 38 du premier arrêté du 12 Août 1927.

Supprimé : ¶

Mis en forme : Normal

ANNEXE 6

ARCHIVES NATIONALES

Etat des reconnaissances cadastrales en 1952

Supprimé : ¶

¶

Mis en forme : Police : (Par défaut) Times New Roman, 12 pt, Non Gras, Non Italique

Tananarive - 8 DEC 1952

Province de Tananarive

'ADMINISTRATEUR EN CHEF DE CLASSE EXCEPTIONNELLE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER
CHEF DE LA PROVINCE DE TANANARIVE
Monsieur le CHEF DU DISTRICT

-TOUS DISTRICTS - (13)

12/200 P/AD
Attribution des terres domaniales

J'ai l'honneur de vous adresser sous ce pli copie d'une circulaire de M.le Haut Commissaire relative à l'attribution des terres domaniales. Ces instructions portent en particulier sur les points suivants :

1°- lenteurs constatées dans la procédure des reconnaissances domaniales ;
2°- occupations de terrain sans titre ;
3°- délimitation des périmètres de colonisation.

LES RECONNAISSANCES DOMANIALES -

Différentes circulaires vous ont prescrit d'accélérer la procédure domaniale et de faire effectuer les reconnaissances des terrains dans les délais minima impartis. Or, il résulte de l'examen des états trimestriels, au 30 Septembre dernier, que certains districts ont encore en instance de reconnaissance un nombre trop élevé de dossiers. Le tableau ci-dessous fait apparaître la situation :

Districts	Demands déposées depuis le début de l'année ou au cours de l'année précédente	Dossiers en instance de reconnaissance	Reconnais - sances effectuées depuis le 1er janvier	Date de la demande la plus ancienne en instance de reconnaissance
Tananarive-V.	64	1	26	7 Juillet 1952
Tananarive-B.	427	175	121	118 Mai 1951
Betafo.....	156	12	97	124 Octobre 1949
Antsirabe....	303	241	33	129 Août 1950

.... /

- 2 -

Districts	Demandes déposées depuis le début de l'année ou au cours de l'année précédente	Dossiers en instance de reconnaissance	Reconnaissances effectuées depuis le 1er janvier	Date de la demande la plus ancienne en instance de reconnaissance
Ankazobe.....	17	1	3	7 Octobre 1949
Ambohidratrimo.....	18	11	22	23 Février 1951
Miarinarivo..	25	10	14	12 Février 1952
Manjakandrianana.....	244	120	168	27 janvier 1951
Anjozorobe..	96	22	10	4 Février 1938
Ambatolampy..	55	9	27	3 Mars 1952
Savinandrianana.....	18	21	-	30 Novembre 1950
Arivonimamo..	8	-	21	-
Tsiroanomandidy.....	162	12	83	12 janvier 1951

Très souvent, le soin d'effectuer les reconnaissances est confié au service topographique. Si cette formule a l'avantage d'alléger le district, elle a l'inconvénient de détourner un autre service de ses occupations essentielles. C'est pourquoi il serait préférable que les dossiers en instance fussent répartis dans les conditions de la circulaire 46-SG/E jointe, entre les fonctionnaires qualifiés des services techniques : élevage, agriculture et forêts, dont l'avis est d'ailleurs généralement requis.

LES OCCUPATIONS SANS TITRE -

En ce qui concerne ce chapitre, je vous prie de vous référer au décret du 20 Septembre 1926, à l'arrêté du 12 Août 1927 et à l'arrêté du 20 Août 1938 (J.O.M. du 3

septembre.....

- 3 -

septembre 1938).

Je vous adresse ci-joint deux projets de lettre qui pourront servir de modèle, avec des variantes, le cas échéant, pour inviter les intéressés à régulariser leur occupation, ou pour les mettre en demeure de déguerpir s'ils ne réunissent pas les conditions requises.

Il vous appartient d'intervenir dans des cas d'espèce déterminés avec opportunité, notamment dès qu'une irrégularité vient de se produire, pour éviter que l'occupant de mauvaise foi ne puisse se prévaloir un jour des dépenses qu'il aura pu effectuer sur le terrain contesté.

LA DELIMITATION DES PERIMETRES DE COLONISATION -

Ce n'est pas la première fois que vous avez à considérer ce problème.

Un arrêté en date du 31 janvier 1944 (J.O.M. du 4 Mars 1944) a fermé à la colonisation diverses zones dans les districts d'Arivonimamo, d'Ambatolampy et d'Antsirabe. Cet arrêté a été modifié, en ce qui concerne le district d'Ambatolampy, par l'arrêté du 20 Juillet 1951 (J.O.M. du 8 Septembre 1951).

Aux termes des articles 30, 31 et 32 de l'arrêté du 12 Août 1927 (J.O.M. du 24 Décembre 1927), la fermeture d'une zone à la colonisation s'entend pour la durée nécessaire aux travaux du service topographique et d'une commission qui doit procéder à la reconnaissance de la zone à aménager, et doit déterminer, d'une part les terres qu'il convient de réserver à la subsistance et aux besoins des indigènes, et d'autre part les terres à attribuer à la colonisation.

Il conviendrait de vérifier si cette procédure a bien été appliquée et de s'assurer si, malgré la fermeture prononcée, des occupations sans titre auraient pu se produire.

Enfin par une circulaire du 20 janvier 1950 de M.le Haut Commissaire (N°-113-DOM qui vous a été adressée sous N°-193-CF le 27 janvier 1950), il avait été prescrit à tous les chefs de district de déterminer les étendues inoccupées qui pourraient être mises en valeur.

C'est vraisemblablement aux résultats de cette enquête que la circulaire 46-SG/E fait allusion dans son avant dernier paragraphe p.3. C'est pourquoi, compte tenu des observations signalées, je vous invite à compléter vos premières investigations et à faire procéder, dès que possible, à la délimitation des périmètres de colonisation en déterminant seulement les zones fertiles pouvant faire l'objet d'un lotissement ultérieur.

En appelant.....

- 4 -

En appelant particulièrement votre attention sur le dernier paragraphe de la circulaire du Haut Commissaire, je vous serai obligé de me faire part de toutes suggestions qui vous paraîtraient de nature à activer la procédure des affaires domaniales.

Je vous prie d'accuser réception des présentes instructions.

signé: R. CUESDE
Administrateur en Chef

N° - 7201 -P/AD COPIE CONFORME transmise à Monsieur le CHEF
DU SERVICE PROVINCIAL DE L'AGRICULTURE
TANANARIVE

Pour valoir instructions en ce qui le concerne.

Tananarive, le 8 DEC 1952



ANNEXE 7

ARCHIVES NATIONALES

Mis en forme : Police : (Par défaut) Times New Roman, 12 pt, Non Gras, Non Italique

Taux d'imposition en 1948

ART. 2°- Tout terrain occupé, à quelque titre que ce soit, cultivé ou non cultivé, et qui n'est pas frappé par ailleurs d'une taxe spéciale est assujéti à l'impôt foncier dans les conditions et selon le classement déterminé par l' tableau ci-dessus:

L'HECTARE

1 ^{ère} catégorie: terre cultivée en café, tabac, plantes à parfum	200 Frs
2 ^{ème} catégorie: terres aménagées en rizières, cultivées ou non cultivées	150 .-
3 ^{ème} catégorie: terres cultivées ou plantées autres que celles visées aux deux catégories précédentes, terres nécessaires à l'assolement	75 .-
4 ^{ème} catégorie: toutes parcelles de terrains cultivables non mises en valeur	100 .-
5 ^{ème} catégorie: bois et forêts	20 .-
6 ^{ème} catégorie: Pâturages	10 .-
7 ^{ème} catégorie: terrains improductifs (jusqu' à 50 p. 100 de la superficie, le surplus étant taxé à la 3 ^{ème} catégorie)	5 .-

Toutefois, ne sont pas soumis à l'impôt, les terrains ou portions de terrains, lorsque les concessionnaires ou locataires de l'Etat ou du Territoire justifient être dans l'impossibilité de les occuper effectivement par suite d'opposition régulièrement déposée par toute personne pouvant prétendre à des droits sur ces mêmes terrains.

ART. 3°- La taxe est toujours décomptée par parcelle distincte et est proportionnelle à la superficie de chacune d'elles sans pouvoir être inférieure à 30 francs quelle que soit la catégorie des terrains occupés.

Extrait de la délibération de l'Assemblée provinciale de Tananarive au cours de sa séance du 28 septembre 1948, approuvé par le Haut Commissaire de la République Française le 9 Novembre 1948.

ANNEXE 8

ARCHIVES NATIONALES

Réunion de la commission pour délimitation d'un lot cadastral à Miadanandriana

Mis en forme : Police : (Par défaut) Times New Roman, 12 pt, Non Gras, Non Italique

Mis en forme : Titre 2, Droite : 0 cm

Supprimé : ANNEXE 8¶

Mis en forme : Police : 14 pt

MADAGASCAR Manjakandriana, le 7 Sept. 1955
ET DEPENDANCES.

Province de
TANANARIVE.
District de
Manjakandriana

N° 119

L'Administrateur en Chef de
la F.O.M. Chef du District
de - MANJAKANDRIANA -
à Monsieur le Chef du Service
Provincial de l'Agriculture
- TANANARIVE -

RECOMMANDÉ
OBJET : NO 388

La commission nommée par la décision
N° 346-PR/Tana du 18 Janvier 1955, chargée
de reconnaître et de délimiter un terrain
de 52 Ha 90a, formé par la totalité du
lot cadastral N° 1263 de la Section "G"
dite "AMBOHIPENO, du canton de Miadanandri-
ana, district de Manjakandriana, inscrit
au nom de l'Etat Français, à réserver au
profit de la "Collectivité autochtone du
village de Mahamasina, canton de Miadan-
driana, district de Manjakandriana, Provin-
ce de Tananarive est convoquée à se réunir
à Manjakandriana le 11 Octobre 1955 à huit
heures.

Je vous serais reconnaissant de bien
vouloir en informer le membre désigné de
votre service.

*Copie in chérie
en le présent de
un représentant*

A G A S C A R
DEPENDANCES
Province de
Tananarive
District de
Manjakandriana
N°719- D/
RECOMMANDÉ

A Manjakandriana, le 7 Septembre 1955.

L'Administrateur en Chef de la F.O.M., Chef du District
de MANJAKANDRIANA
à Monsieur le Chef du Service Provincial de l'Agriculture
TANANARIVE

La commission nommée par la décision n°540-PA/TANA du 18 janvier 1955, chargée de reconnaître et de délimiter un terrain de 52-Ha. 90a., formé par la totalité du lot cadastral N°1205 de la Section "G" dite AMBONIFENO, du canton de Miadanandriana, district de Manjakandriana, inscrit au nom de l'Etat Français, à réserver au profit de la "Collectivité autochtone" du village de Mahamasina, canton de Miadanandriana, district de Manjakandriana, province de Tananarive est convoquée à se réunir à Manjakandriana le 11 octobre 1955 à huit heures.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir en informer le membre désigné de votre service.

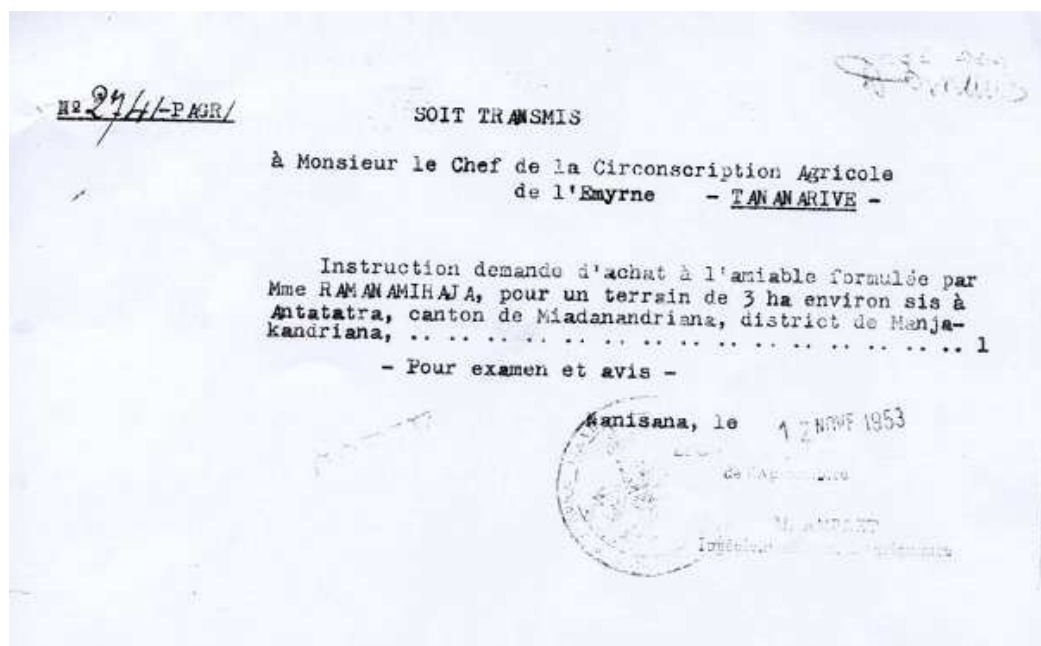
Signé: G. SIMMET
Administrateur en Chef de la F.O.M.

N°2364-PAGR/ COPIE CONFORME TRANSMISE à Monsieur
-Le Chef p.i. de la Circonscription
Agricole de l'Amirne TANANARIVE

- En le priant de me représenter.-

Nanisana, le 10 Septembre 1955.

BRETON Emmanuel
Ingénieur Principal
d'Agriculture



Mis en forme : Titre 2, Droite
: 0 cm

ANNEXE 7**Fiche Méthode « Dépouillement d'archives »**

Supprimé : ANNEXE 8

DEPOUILLEMENT D'ARCHIVES	
<i>Diagnostic foncier</i>	
Objectif stratégique global	
<p>Il s'agit de faire un relevé des sites pouvant renfermer des archives. Puis, il faudra essayer de rassembler, d'analyser et de synthétiser les informations qui peuvent expliquer comment la gestion du foncier a évolué au cours du temps à Madagascar et sur la zone.</p> <p>Ce travail vise à mettre en corrélation les dires de la population, la cause du fonctionnement et le résultat actuel en matière de gestion foncière.</p>	
Objectifs opérationnels	
<ol style="list-style-type: none"> 1. Etablir un panel général des documents susceptibles de concerner le sujet 2. Identifier les différents textes ou ouvrages qui peuvent répondre aux actions entreprises sur le foncier du site étudié 3. Voir les interactions entre les différents faits et les textes existants 4. Synthétiser et mettre en perspectives les résultats des recherches afin de constituer l'historique de la zone 	
Matériel et ressources mobilisées	
<ul style="list-style-type: none"> • cahier pour la prise de note • ordinateur • éventuellement appareil photo et/ou photocopie pour archiver les illustrations 	<p>Objectifs difficilement quantifiable ; néanmoins :</p> <ul style="list-style-type: none"> • mobilisation de 2 personnes fonction de la somme de documents à traiter • 4 dossiers à traiter par jour
Description et contenu/ Modalités	
<p>→ Etudier le classement et la nomenclature utilisée par les Archives nationales</p> <p>→ Commander les documents</p> <p>→ Consulter et sélectionner les documents pertinents</p> <p>→ Recopier mot à mots les documents ou extraits de documents ou les photocopier</p> <p>→ Mentionner les références des dossiers desquels sont tirées les informations de manière exhaustive et systématique (n° de dossier, de page, année, source, ...)</p> <p>→ Constituer un tableau récapitulatif, mentionnant les différentes situations selon les zones (Miadanandriana, Manjakandriana, Imerina, Madagascar), et suivant l'époque (Royaume, colonisation, républiques)</p> <p>→ Rédiger une synthèse mentionnant les tenants et les aboutissants permettant de répondre aux interrogations ayant motivées la recherche.</p>	
Indicateurs de suivi	
<ol style="list-style-type: none"> 1. Nombre de documents constituant la fouille 2. types d'informations recensées 	
Atouts de l'outil	Contraintes de l'outil
<p>Permet de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'avancer dans la compréhension par l'accès aux informations anciennes • connaître qui sont les acteurs concernés par le foncier • enrichir les connaissances sur le foncier à Madagascar 	<ul style="list-style-type: none"> • Demande beaucoup de temps (tant du fait des temps de lecture et de déchiffrement des documents, mais également du fait des délais) • Une étude de courte durée ne permettant pas l'analyse systématique de l'ensemble des documents, les choix peuvent s'avérer très aléatoires.

1. OBJECTIFS :	3
----------------	---

2. SYNTHESE	3
-------------	---

3. TABLEAU SYNTHETIQUE DES EVENEMENTS AYANT UNE IMPLICATION DIRECTE OU INDIRECTE SUR LES POLITIQUES FONCIERES A MADAGASCAR DE 1783 A NOS JOURS	5
--	---

ANNEXES	15
---------	----

ANNEXE 1	16
----------	----

ANNEXE 2	25
----------	----

ANNEXE 3	26
----------	----

ANNEXE 4	27
----------	----

ANNEXE 5	29
----------	----

ANNEXE 6	32
----------	----

ANNEXE 7	37
----------	----